

INTRODUCTION

Les peuples, comme les enfants, aiment parfois porter leur confiance vers un être qu'ils espèrent exceptionnel. Ils s'abandonnent à lui. Cependant, le désenchantement vient toujours, à brève mais le plus souvent à longue échéance. L'homme providentiel est le péché des démocraties, des assemblées, des gouvernements. Un moment arrive où il faut bien convenir que cet homme-miracle est, comme nous tous, un pauvre homme. Alors, c'est la chute, la révolte inutile, car un autre sauveur ne tarde pas à paraître.

Tandis qu'en temps de paix l'homme providentiel peut durer longtemps, au cours d'une guerre les événements se chargent de démolir les réputations les mieux établies par les Institutions, les écoles de pensée. Avant août 1914, l'enseignement de l'Ecole militaire prônait la charge à la baïonnette, l'offensive à tout prix, mais négligeait la puissance de feu. Nos lecteurs savent ce qu'il advint à nos armées dont les chefs avaient appliqué aveuglément ces théories. Verdun ! Les avertissements n'avaient pas manqué à Joffre. Mais, imperturbable, il n'avait rien prévu dans ce secteur.

Désenchantement. Doute...

Après la ruée allemande et la perte des forts de la rive droite, deux généraux, Nivelle et Mangin, expérimentent une nouvelle méthode de combat. Finies les offensives partielles et meurtrières, mais concentration d'artillerie sur un point du front et assaut irrésistible de l'infanterie après une préparation apocalyptique. Douaumont est repris d'un bond. Voici deux hommes providentiels nés.

Joffre écarté¹, tout naturellement le général Robert Nivelle est

1. Henri Castex, *Les Comités secrets : La fin du gouvernement de Chantilly, Joffre détrôné*, Editions du Mont-Cenis, 1971.

appelé au G.Q.G. De grands espoirs prennent corps. Enfin, voici en vue la percée, la bataille, la Victoire. Mais le nouveau chef, sûr de lui, conçoit un plan trop ambitieux qu'il ne peut faire aboutir par une méthode de combat valable seulement sur un point étroit du front. Comme toujours, les « politiques » couvrent l'erreur. Le généralissime, malgré les réserves de certains exécutants, ne change rien à ses directives. Mieux même. Il sait l'ennemi renseigné exactement sur son plan d'attaque, saisi sur un sous-officier, au cours d'un coup de main à Sapiigneul. N'importe ! L'École de guerre est infaillible dans son enseignement.

Déjà, en août 1914, le Q.G. du général Samsonov, sûr de lui, donnait en clair à ses unités qui avaient envahi la Prusse orientale des ordres qui furent interceptés par l'armée de Hindenburg. Ce fut la terrible défaite de Tannenberg dont l'armée russe ne se remit jamais. En 1917, sur l'Aisne, ce fut l'échec du Chemin des Dames dont l'armée française faillit succomber. Précédents désespérants. Aucune leçon ne sert. L'orgueil des chefs entraîne toujours d'épouvantables catastrophes.

Verdun, le Chemin des Dames ! Deux noms terribles dans l'histoire de notre pays. Deux gigantesques ossuaires, symboles dérisoires, car au Chemin des Dames les combats reprirent avec intensité en mai 1918 et en mai 1940¹. Les leçons de ces événements seront-elles retenues par les jeunes générations qui peuvent juger avec un recul de plus d'un demi-siècle ?

1. Il y a lieu de rappeler que l'offensive allemande à l'Ouest fut déclenchée le 10 mai 1940, tandis que le général Gamelin, répondant à l'appel de la Belgique et de la Hollande, ordonnait l'entrée de nos meilleures unités dans ces deux pays. Ainsi la VII^e armée du général Giraud qui aurait dû opérer face à la trouée de Sedan fut transportée en Hollande. La première phase de la guerre était perdue pour la France.

Le 20 mai, les Allemands sont à Abbeville. Le généralissime Weygand ordonne la résistance sur l'Aisne et l'Ailette. Le 17^e corps d'armée, originaire de Toulouse, venant de Molsheim avait fait mouvement vers Soissons, dès le 16 mai. La VI^e armée appuyée sur l'Aisne, l'Ailette et le Chemin des Dames se battra vingt jours et arrêtera la ruée allemande pendant quelques jours. Qui se souvient de ces vingt jours de résistance de l'armée française seule face à l'armée allemande ? Le 19 mai, le 4^e Bureau du 17^e corps d'armée s'installe à Saint-Pierre-l'Aigle, minuscule hameau dominé par les falaises du Soissonnais. Tout près, le Chemin des Dames. Dans la falaise une grotte. A l'intérieur, stupéfaction ! Voici les fourneaux intacts d'une « popote », des nids de mitrailleuses, des parapets, des bouches d'aération. C'est une creute parmi tant d'autres, où ceux du Chemin des Dames se sont battus en 1917.

Les catastrophes de Verdun, puis du Chemin des Dames donnèrent lieu, à la Chambre et au Sénat, à des débats en Comités secrets.

Comités secrets !... Ces deux mots brefs évoquent l'image rassurante d'une assemblée délibérant derrière des murs clos et bien gardés, afin que les élus puissent dire en toute confiance, mais librement, ce qu'ils pensent de la politique du gouvernement. Pour les Constituants de 1875, du Comité secret ne pouvait émaner que la quintessence d'idées libératrices.

En fait, les rédacteurs de la Constitution de la III^e République auraient dû qualifier les débats (douze séances) à la Chambre des députés et au Sénat réunis toutes portes closes, du 16 juin 1916 au 16 octobre 1917, de séances secrètes ou, par prudence, car tout secret peut échapper, de débats à huis clos.

Pourtant, *Comité secret* sonne bien et ce sont ces deux mots magiques qui reviennent impérieusement sous la plume, comme ils étaient tout naturellement venus à l'esprit des élus de l'Assemblée nationale de l'année terrible. Et c'est bien l'élite de la Nation qui s'est exprimée en Comités secrets, redoutés par Poincaré et Clemenceau. Ce dernier, en 1918, donna comme consigne à Mandel, son chef de cabinet, d'empêcher toutes révélations, « même en comité secret », susceptibles d'être connues de l'ennemi¹.

Au Palais-Bourbon, les débats du premier Comité secret portèrent, du 16 au 22 juin 1916, sur les responsabilités avant et après la bataille de Verdun.

Le deuxième Comité secret du 21 novembre 1916 fut très bref. Les débats renvoyés au 28 novembre durèrent jusqu'au 7 décembre. Ce troisième Comité secret fut long. Il porta sur la question du commandement en chef, la situation qui serait faite au général Joffre, et traita aussi de la guerre sous-marine.

Le quatrième Comité secret, du 25 au 27 janvier 1917, fut

1. Louis Rothschild dit Georges Mandel naquit à Chatou (Seine-et-Oise) le 5 juin 1885. Son père, modeste tailleur, tenait boutique 43 rue Trévisé. Sa mère, Henriette Mandel, était originaire de Marmoutier en Alsace. Clemenceau était persuadé que Mandel appartenait à la branche noble des Rothschild. Candidat clémentiste en Gironde avec pour colistier l'abbé Bergey, il fut élu pour deux législatures avec une interruption en 1924, puis fut président du conseil général de ce département. Ministre des P.T.T. et des Colonies, il passa très rapidement place Beauveau en 1940. Adversaire passionné de l'armistice, il fut arrêté par Vichy, déporté en Allemagne et assassiné par la milice le 7 juillet 1944.

consacré à la politique extérieure et militaire du gouvernement, en Macédoine et en Grèce.

Le cinquième Comité secret du 14 mars 1917 relatif à notre aviation militaire, très bref, mais dramatique, fut marqué par la démission du ministre de la Guerre, le général Lyautey, qui entraîna quelques jours plus tard celle de Briand.

Le sixième Comité secret, du 1^{er} au 4 juin 1917, porta sur les conséquences de la révolution russe et le Congrès socialiste international de Stockholm.

Le septième Comité secret, du 29 juin au 7 juillet, permit, au cours de débats dramatiques et d'incidents pénibles, d'établir les responsabilités des offensives de mars-avril 1917 en Champagne et dans l'Aisne, montées par le général Nivelle, successeur de Joffre.

Le huitième et dernier Comité secret, le 16 octobre 1917, tout aussi riche en incidents que le précédent, fut consacré à la discussion de l'interpellation Mayeras sur les tentatives de paix faites par l'intermédiaire du diplomate allemand, le baron de Lancken, et le rôle d'Aristide Briand dans cette affaire, qui provoqua la chute de Ribot.

Au Palais du Luxembourg, le premier Comité secret, du 4 au 9 juillet 1916, se réunit pour traiter des questions d'armements et du sabotage dans les usines de guerre. Les débats portèrent aussi sur l'offensive de la Somme, la réorganisation du haut commandement, ainsi que sur la bataille de Verdun.

Le second, du 19 au 23 décembre 1916, fut consacré à la situation du front d'Orient et aux propositions de paix faites par les Empires centraux.

Le troisième Comité secret se tint le 6 juin 1917 à propos du Congrès socialiste international de Stockholm.

Le quatrième Comité secret, du 19 au 21 juillet 1917, fut consacré à l'échec de l'offensive Nivelle du 16 avril 1917.

Les procès-verbaux incomplets des débats en Comités secrets du Sénat ont été publiés cinquante ans après la fin de la Grande Guerre¹. Je me suis efforcé d'en combler les lacunes². Ceux de la

1. *Journal officiel* du 29 septembre 1968, n°29.

2. Voir, au sujet de la publication des comptes rendus des débats en Comités secrets, mes trois ouvrages : *La Fin du second pouvoir : le gouvernement de Chantilly. Joffre détrôné, op. cit.*, pp. 15-19 ; *La Grande Guerre pour rien ?*, Roblot, 1974, pp. 41-44 ; *1917 : La Paix refusée*, Gédalge, 1972.

Chambre des députés ont été publiés d'octobre 1919 à mai 1925, Le huitième et dernier Comité secret a été rendu public après la mort de Briand, le 2 avril 1933.

L'horreur de Verdun, connue des parlementaires, suscita un sentiment de stupeur morbide dans le peuple qui ignorait les événements, mais les pressentait. Joffre régnait. Mais depuis les revers des Eparges, des Flandres, de l'Artois, du Vieil Armand et tout récemment de la Somme, son étoile avait pâli. Il était contesté dans l'armée. Le poids de sa personnalité, de son pouvoir, incommodait beaucoup d'élus. Poincaré, président de la République, ne pouvait visiter le front sans son autorisation.

16 juin 1916 : premier Comité secret à la Chambre des députés.

Un sous-officier, le sergent Maginot, député de la Meuse, de retour du front où il avait été grièvement blessé, monte lentement à la tribune en s'aidant d'une canne. Il attaque Joffre, l'intouchable, de front. Le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Aristide Briand, tente de parer les coups. Esprit réceptif, il cède aux campagnes précises, insidieuses, des adversaires de Joffre, qui sont aussi les siens. Au Sénat : Paul Doumer, futur président de la République, Charles Humbert ; à la Chambre : Abel Ferry, André Tardieu, Accambray, Maurice Violette, Alexandre Varenne...

Joffre écarté par de savantes manœuvres politiques (second et troisième Comité secret à la Chambre des députés, premier Comité secret au Sénat), Briand, fidèle interprète de la majorité du Parlement, confie le ministère de la Guerre au général Lyautey, résident général au Maroc, et la direction du G.Q.G. au général Nivelle qui venait, enfin — avec Mangin — de réussir une percée à Verdun, grâce à une nouvelle méthode de combat. Cette réorganisation du haut commandement, qui avait été débattue au cours des quatre premiers Comités secrets, avait pour but de mettre fin aux attaques de faible envergure montées par Joffre (« je le grignote »), pour frapper un grand coup sur un terrain délibérément choisi afin de provoquer la rupture du front, et de reprendre au profit des armées françaises et anglaises la guerre de mouvement.

Briand pensait avoir fait peau neuve en procédant au remaniement du haut commandement et de son ministère. Il était persuadé d'avoir éliminé les médiocres : le général Roques, ministre de la Guerre, qui avait si souvent attribué aux intempéries les causes de nos revers, et Joffre, tenu pour responsable de l'échec de Verdun.

Briand et Poincaré éliminèrent Castelnau, Foch, Sarrail. Il restait comme candidats sérieux à la succession de Joffre : Pétain et Nivelle.

Pourquoi Nivelle ? Parce que depuis l'automne 1916 ses succès avaient fait de lui un homme de légende : le seul capable de tenter le grand coup pour en finir. Mais la vie des gouvernements tient parfois à des événements imprévisibles. Nivelle, sûr de lui, appuyé par Poincaré et par le gouvernement anglais qui, dès sa nomination (certains prétendent avant), connaissait son plan d'attaque, demeurait contesté au sein du haut commandement. Lyautey, peu maniable, déçut rapidement Briand.

Le 14 mars 1917, Briand est foudroyé à la Chambre par la démission de Lyautey, après la tumultueuse et mémorable séance du cinquième Comité secret, qui, en réalité, ne fut qu'un rideau de fumée pour cacher les véritables raisons de cette démission¹.

Le ministre de la Guerre s'était refusé à communiquer au Parlement, même siégeant en Comité secret, des renseignements intéressant la Défense nationale, craignant des fuites qui auraient pu faire parvenir des informations classées secrets défenses à l'ennemi. Manque de confiance dans la discrétion des parlementaires ou désaccord au sujet de la réorganisation du haut commandement et de l'offensive préparée par Nivelle ? Cette dernière hypothèse est maintenant admise. « C'est un plan, avait déclaré Lyautey à son ami le colonel Renoir, pour l'armée de la Grande Duchesse de Gérolstein. » Bien peu de Français comprirent l'importance du départ de Briand et son remplacement par Alexandre Ribot, son adversaire cauteleux mais implacable².

Un tournant était pris. Dès ce moment, aucune offre de paix, si sincère fût-elle, n'aboutira. Ribot est là et arrête tout.

Nous sommes en 1917. Les peuples — et les gouvernements —

1. Cf. *La Fin du second pouvoir : le gouvernement de Chantilly*, op. cit., pp. 169-190.

2. P. Lacave-Laplagne, député gauche démocratique des Hautes-Pyrénées, un des rares survivants de la Chambre élue en avril-mai 1914, m'adressa une lettre dans laquelle il précisait : « Parmi les incidents de la guerre 14-18, la démission de Lyautey est celui sur lequel on a écrit le plus de sottises. Au cours de la séance publique pendant laquelle le général donna sa démission, j'étais assis derrière le banc des ministres, à quelques centimètres de lui. Quand il se leva, pour sortir, Noulens (député radical du Gers), qui se trouvait à côté de lui, s'accrocha aux pans de sa jaquette en le suppliant de se rasseoir. » S'étant dégagé, Briand, selon d'autres témoins oculaires, tenta de retenir Lyautey dans l'hémicycle en saisissant la manche de son veston.

sont las de la guerre. Des offres de paix sont présentées officiellement ou officieusement par les Empires centraux. Deux négociations sérieuses sont ébauchées : celles menées, au nom de Charles I^{er} d'Autriche-Hongrie, par les princes Sixte et Xavier de Bourbon-Parme, puis par le baron de Lancken et Aristide Briand.

Mais Ribot¹ veille. Il appuie Sonnino qui rappelle les promesses de l'Entente à l'Italie. La première négociation n'a pas de suite. Elle aurait pu être reprise en 1918. Mais Clemenceau s'en désintéresse, malgré le préjugé favorable de Lloyd George. Clemenceau avait connu avant guerre des personnalités de la classe dirigeante autrichienne. Les lettres affectueuses de son amie, madame Zeps, n'infléchirent pas son attitude hostile à la double monarchie qu'il estimait caduque. On connaît la réaction d'Anatole France : « Ribot est une canaille d'avoir négligé une pareille occasion. Un roi de France, oui, un roi aurait pitié de notre pauvre peuple exsangue, exténué, n'en pouvant plus. Mais la Démocratie est sans cœur et sans entrailles. Au service des puissances d'argent, elle est impitoyable et inhumaine. » La France profonde désirait la paix — des traces de cet état d'esprit subsistent encore. Ainsi au cours d'une cérémonie en l'église de Masseube (Gers), un autel surmonté d'une *pieta* fut consacré. L'inscription est toujours lisible : *La paroisse de Masseube implorante — 1916.*

La seconde tentative de négociation entre le baron de Lancken, représentant officieusement l'Allemagne impériale, et Aristide Briand, simple député mais auréolé par son passé ministériel et sa réputation d'habile manœuvrier, fut qualifiée, comme toutes les autres, de « piège » dans lequel serait tombé Briand qui s'en défendit avec beaucoup d'habileté au cours des débats tumultueux du huitième Comité secret. Ces débats permirent à Briand de prendre sa revanche sur Ribot qui s'effondra et abandonna peu après, pour toujours, le pouvoir.

1917 est la plaque tournante, non seulement de la guerre, mais du destin de la vieille Europe. Les débats en Comités secrets, à partir de cette date, ne sont que l'écho du désarroi des esprits et

1. Alexandre Ribot qui fut un des négociateurs du traité d'alliance avec la Russie impériale craignait d'être désavoué par la Chambre élue en 1914, contre la loi des trois ans. Avec l'appui de Poincaré, il manœuvrera habilement la majorité de gauche.

de l'indécision des gouvernements : propagande pacifiste, conférence de l'Internationale socialiste de Stockholm, conférences socialistes-pacifistes de Kienthal et Zimmerwald, Révolution russe (sixième Comité secret à la Chambre, deuxième et troisième Comité secret au Sénat), tentative de reprise par les Franco-Anglais de la guerre de mouvement par la réussite de la « percée » en vue de la victoire (septième Comité secret à la Chambre et quatrième Comité secret au Sénat). Ces deux derniers Comités secrets révèlent que deux millions et demi d'hommes, cinq mille trois cent cinquante pièces d'artillerie dont cent soixante d'artillerie lourde furent concentrés sur l'Aisne et l'Ailette pour réussir la percée, réaliser « la bataille » et prendre Laon en fin d'après-midi du 16 avril 1917, ou au plus tard le 17. Sabotages, mutineries et leur répression firent l'objet des débats des sixième et septième Comités secrets à la Chambre des députés, des premier et deuxième Comités secrets au Sénat. Tel est le bilan très chargé des débats en Comités secrets, au cours des derniers mois de 1916 et des huit premiers mois de 1917.

Parmi les Comités secrets, un des plus longs et des plus riches en incidents fut le septième Comité secret à la Chambre des députés, du 29 juin au 7 juillet 1917, consacré aux offensives de mars-avril-mai 1917 en Champagne, sur l'Aisne et l'Ailette, c'est-à-dire à la sanglante affaire du Chemin des Dames. Le Sénat lui fit écho dans son quatrième et dernier Comité secret, du 19 et 21 juillet 1917. L'analyse de ces débats fait l'objet du présent ouvrage.

Le général Nivelle, homme distingué, brillant élève de l'École de guerre, qui enseignait que seule l'offensive devait être prise en considération avait, avec Mangin, mis au point, à Vaux-Douaumont, une nouvelle méthode de combat. Cette méthode, qui porta leurs noms, consistait à accumuler en profondeur, sur un point du front, une énorme masse d'artillerie permettant de pilonner toutes les positions ennemies et de les détruire. Après cette intense préparation d'artillerie, l'infanterie surgissait et d'un élan irrésistible enlevait les première, deuxième, troisième et quatrième positions ennemies surprises et paralysées par le bombardement. Ce genre d'offensive permettait théoriquement d'annihiler toute contre-attaque et de déboucher enfin en terrain libre. Nivelle et plus encore son entourage, le colonel d'Alenson (d'Alençon, écrivent

certain auteurs) et le capitaine Guillaume, étaient persuadés qu'ils possédaient le secret de la Victoire. A Vaux-Douaumont, à Vimy, cette méthode réussit parfaitement. A l'automne 1916, Nivelle et Mangin dégagèrent en deux coups de boutoir les abords de Verdun et reprirent les forts de la rive droite grâce à la puissance de feu organisée par Pétain.

Une offensive de ce genre pouvait-elle être couronnée de succès non plus sur un point déterminé mais sur un front de 20 à 40 kilomètres ou 70 kilomètres ? Nivelle en était convaincu. Peu importe, soulignait-il dans ses instructions, que les troisième et quatrième lignes ne soient pas totalement détruites. Le coup d'assommoir donné par le pilonnage de l'artillerie devait anéantir la volonté offensive du fantassin allemand. Sur ces troisième et quatrième positions, l'irruption des vagues d'assaut devait faire cesser toute résistance. Raisononnement parfaitement conforme à l'enseignement de l'Ecole de guerre : *L'imprudence est la meilleure des sûretés, allons jusqu'à l'excès, et ce n'est peut-être pas assez.* La charge à la baïonnette, selon cet enseignement, devait être décisive. Tous ces principes inspirèrent, dès novembre 1916, donc avant le départ de Joffre, le plan d'attaque entre la Somme et l'Oise, plus précisément sur l'Aisne.

Joffre avait choisi ce théâtre principal des opérations car il estimait, contrairement à l'avis de Foch — qui fut écarté —, qu'une nouvelle attaque sur la Somme, où les Allemands étaient fortement établis, ne pouvait provoquer la rupture. Il fallait choisir un secteur nouveau, pas trop éloigné des concentrations de l'armée.

L'Aisne et l'Ailette, face à Laon, semblaient particulièrement propices. Ce choix fut aussi celui de Nivelle. Joffre avait prévu deux entreprises de diversion : l'une dans la région d'Arras, qui aurait été menée par les Anglais, l'autre par l'armée française entre Craonne et Reims. Mais le plan de Joffre négligeait un secteur important entre Craonne et Reims, où les Allemands s'étaient installés depuis longtemps en force : le Chemin des Dames.

Entre Soissons et Laon, la grande terrasse du Soissonnais, dominée par ses falaises crayeuses, est traversée d'un bout à l'autre par un chemin inhospitalier, long de 24 kilomètres. Tantôt large, tantôt étroite, toujours nue, cette voie de communication peu fréquentée, entre l'Aisne au sud et l'Ailette au nord, porte le nom charmant de *Chemin des Dames*.

Piste stratégique depuis les premiers peuplements, vieux chemin gaulois, des « Dames » qui ont laissé une trace dans l'Histoire l'ont parcouru. Frédégonde et Brunehaut ont réglé là leur querelle. En 593, près de Laffaux, le fils de Frédégonde, roi de Neustrie, anéantit l'armée de Brunehaut, roi d'Austrasie. Trente mille cadavres jonchèrent le sol. Trois ans plus tard, l'armée de Frédégonde qui campait dans Paris fut dirigée vers le Soissonnais pour arrêter les armées des fils de Brunehaut et Childebart. La bataille eut lieu au même endroit nommé Laffaux. Frédégonde anéantit encore une fois l'armée de Brunehaut.

Jeanne d'Arc revenant du Sacre, le 22 juillet 1429, passa par ce chemin. Mais c'est le souvenir du séjour des deux filles de Louis XV, Adélaïde et Victoire, qui est perpétué par l'appellation *Chemin des Dames*.

Les deux tantes de Louis XVI étaient très souvent reçues par la comtesse de Narbonne-Lara, née Françoise de Chalus, à son château de La Bove. Les princesses y accédaient avec leur suite par le Chemin des Dames jusqu'à Heurtebise, en tournant à gauche vers l'abbaye de Vauclair. Ce chemin avait été empierré pour permettre aux carrosses de l'emprunter. Les princesses et leurs dames d'atour admiraient en automne les bois et les taillis, hauts en couleurs changeantes, des plateaux de Craonne, de Craonnelle, des casemates et du plateau de Californie. Tous ces noms reviendront souvent dans les communiqués de guerre et dans les comptes rendus des débats en Comité secret.

Partout la falaise émerge, puissante et tourmentée, sculptée par les flots tumultueux qui, voici des millions d'années, se retirèrent définitivement. Ces falaises crayeuses, creusées par les eaux, furent habitées par les animaux et les hommes, à l'aube de l'humanité. Plus tard, les constructeurs de fermes, châteaux, abbayes et cathédrales utilisèrent leurs pierres. Des voies secrètes reliant ces cavernes aux châteaux, fermes fortifiées et abbayes furent aménagées. On appela ces excavations, aux flancs des falaises, des boves ou creutes, véritables forteresses naturelles inexpugnables. Le Chemin des Dames serpente au nord et au sud entre ces falaises percées de creutes.